

International

# LA «TROISIÈME GAUCHE»: DES CITOYENS SOUVERAINS

Claire Ainsley

16/06/2026

**Comment la gauche peut-elle renouer avec les classes populaires et moyennes dans un contexte marqué par la montée des populismes et les profondes transformations économiques, technologiques et géopolitiques ? Claire Ainsley, directrice du Centre-Left Renewal Project au Progressive Policy Institute<sup>1</sup>, plaide pour l'émergence d'une « troisième gauche » post-identitaire, capable de conjuguer justice sociale, souveraineté démocratique et prospérité économique. À partir d'exemples tirés de plusieurs pays occidentaux, elle esquisse les contours d'un projet politique susceptible de reconstruire des majorités durables autour d'une ambition commune de progrès.**

Chaque jour apporte sa nouvelle preuve que l'ancien ordre vacille : tantôt une violation supplémentaire des règles et normes internationales qui encadrent le monde globalisé depuis un demi-siècle, tantôt une avancée de l'intelligence artificielle sans égard pour la sécurité des citoyens. La vie au milieu des années 2020 a des allures d'effondrement accéléré. En anglais, on dirait que nous marchons sur du *black ice* : ce verglas invisible qui se forme sur les routes, vous fauche les pieds sans crier gare, et contre lequel les freins ne servent à rien.

Nous traversons l'une des grandes mutations de nos sociétés, et la gauche, pour l'essentiel, a raté le coche. Incapable de saisir l'instant de bascule pour infléchir le changement vers un ordre plus juste, plus humain, plus durable, elle regarde la droite tenir le haut du pavé des deux côtés de l'Atlantique, malgré quelques victoires électorales notables du centre gauche. Des victoires souvent étriquées, raflées avec de maigres parts de voix ou bâties sur des coalitions de fortune, qui gouvernent à contre-courant en encaissant les contrecoups domestiques des chocs mondiaux. Chaque conquête du centre gauche importe : elle place aux affaires un gouvernement soucieux d'équité et de progrès, hostile à l'extrémisme des populistes nationaux. La coordination renforcée entre partis de centre gauche à l'échelle mondiale produit d'ailleurs des résultats électoraux tangibles. Mais ces victoires demeurent souvent marginales, trop bâties sur la mobilisation contre

l'adversaire plutôt que pour un projet, ce qui ne fonde pas de soutien durable. Au-delà des succès tactiques, le centre gauche manque d'un programme capable de battre les populistes nationalistes pour de bon. C'est dans ce vide que peut naître la politique de la « troisième gauche » : dire enfin ce qu'est le centre gauche et pour qui il se bat, plutôt que de se définir en creux.

La « troisième gauche » post-identitaire qui se dessine tourne résolument la page de la politique identitaire qui a gangréné une partie de la gauche, et que la droite exploite aujourd'hui pour semer la discorde sociale et culturelle. Comme l'explique Renaud Large dans un rapport collectif<sup>2</sup>, cette politique identitaire n'a pas fourni à la gauche le cadre intellectuel nécessaire pour s'adapter aux grandes transformations du monde ; elle l'a éloignée des politiques de classe qui ont été le moteur des mouvements collectifs pour une plus grande égalité. Aveugle aux classes, la politique identitaire n'a pas forgé la solidarité nécessaire aux coalitions gagnantes ; elle a même rompu les liens avec les milieux populaires, pourtant indispensables à tout ancrage électoral durable. Les avancées sur les droits des femmes, des minorités raciales et des personnes LGBT+ n'auraient jamais eu lieu si le débat avait été cantonné aux campus. Chercher des intérêts communs à la croisée de la classe et de l'identité reste aujourd'hui une condition *sine qua non* d'une plus grande égalité sociale et du rétablissement de la gauche comme force politique décisive.

## Un cadre de classe sociale contemporain pour la politique de gauche

Le retour à un cadre fondé sur la classe est nécessaire, tant moralement qu'électoralement. La gauche est née pour représenter la classe ouvrière industrielle de son époque, soudée à des intellectuels réformateurs issus des classes moyennes, qui ont ensemble changé le cours du XX<sup>e</sup> siècle. De même qu'ils avaient bâti une politique à la hauteur des transformations économiques de leur temps, Renaud Large a raison de pointer l'échec de la gauche actuelle à actualiser son cadre intellectuel face aux grandes mutations contemporaines : accélération technologique, bouleversement démographique, stagnation du niveau de vie, fragmentation sociale. Après la crise financière de 2008, qui a précipité une dégradation relative du niveau de vie et réduit les perspectives économiques du travailleur ordinaire, la gauche n'a pas réussi à produire une philosophie convaincante pour succéder à la « Troisième voie » de la social-démocratie des années 1990-2000. Elle se retrouve simple gestionnaire de circonstances de plus en plus défavorables, face à des exigences croissantes qui débordent le périmètre des États nationaux. La voie vers l'avenir doit donc repartir de la classe sociale, car c'est elle qui fonde une gauche cohérente ; mais il lui faut une conception contemporaine de la classe, telle qu'elle existe aujourd'hui et telle qu'elle se recomposera avec la révolution de l'IA, non une vision nostalgique de l'ouvrier d'antan. La gauche post-identitaire doit en outre dépasser le seul rejet de la politique identitaire pour articuler ce qu'elle est et pour qui elle existe.

Comprendre les dynamiques de classe telles que nos économies les ont remodelées est le point de départ. Le recul du secteur manufacturier dans les pays occidentaux a fait fondre en nombre la classe ouvrière des usines, mais il existe dans chaque économie un groupe substantiel de travailleurs dont les emplois, sans ressembler à l'archétype traditionnel, remplissent une fonction sociale et économique analogue. Au Royaume-Uni, j'ai décrit ce groupe dans mon livre de 2018<sup>3</sup> comme la « nouvelle classe ouvrière » : des salariés aux revenus faibles ou moyens, employés dans les services, qui forment avec la classe ouvrière classique un électorat considérable, devenu le terrain de jeu décisif pour tous les partis. Sans identité culturelle partagée, ils vivent néanmoins des expériences économiques similaires susceptibles de fonder un cadre politique de classe moderne. Les dynamiques sociales varient d'un pays à l'autre et d'un territoire à l'autre, mais le constat est généralisable : les travailleurs d'aujourd'hui aux revenus faibles ou moyens partagent un vécu économique commun que le centre gauche doit impérativement saisir pour bâtir une politique ancrée dans le présent.

Les expériences, les aspirations et les points de vue de cette classe ouvrière moderne constituent un matériau essentiel pour les partis de centre gauche. Au cours de l'année écoulée, j'ai rencontré des électeurs au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Australie et en Allemagne, tandis que de nouvelles enquêtes s'ouvrent en France, dans le cadre d'un programme du Progressive Policy Institute de Washington sur le renouveau du centre gauche. Ce que ma collègue Deborah Mattinson et moi avons entendu en boucle, c'est le sentiment d'étranglement de nombreux électeurs aux revenus faibles ou moyens, un sentiment qui déborde le cercle des plus démunis pour gagner ceux du milieu, ni pauvres ni riches, coincés entre les deux. Ils se disent ignorés, oubliés par la politique dominante, lassés d'élus qui ont failli à leurs promesses. Ils aspirent à un changement d'un *statu quo* qui ne récompense pas leurs efforts, et se montrent ouverts à des alternatives, en quête fébrile d'une sortie. Beaucoup doutaient désormais non plus des seuls partis ou politiciens, mais de la capacité même de l'État à leur délivrer quoi que ce soit. Pour nombre d'entre eux, l'incapacité apparente à gérer l'immigration de façon équitable résumait à elle seule l'impuissance des gouvernements.

Leurs attentes n'avaient pourtant rien d'excessif : améliorer leur vie par le travail, gagner décemment, vivre en sécurité dans leur quartier, accéder à des services publics dignes de ce nom. Ils préfèrent les politiques qui créent des opportunités économiques, des emplois bien rémunérés et une montée en compétences à une redistribution accrue, et doutent de plus en plus du bon usage de leurs impôts. Les obsessions culturelles des identitaires les laissent froids ; ce qui les préoccupe, c'est la hausse du coût de la vie et la difficulté à épargner pour l'avenir. L'insécurité du quotidien, conjuguée à l'impuissance apparente des gouvernements à y remédier, pousse un nombre croissant d'électeurs vers les extrêmes. Beaucoup avaient voté pour le centre gauche dans

le passé, mais jugent ces partis déconnectés d'eux ; sans basculer vers les extrémismes, l'absence d'offre cohérente du centre gauche les en éloigne progressivement.

Les électeurs rencontrés répondent aux dirigeants qui projettent de la force en défendant leur pays et à des gens qui leur ressemblent ; non pas une force autoritaire et masculine, mais une force tranquille, comme celle du Premier ministre australien Anthony Albanese, salué par les « électeurs flottants » interrogés après l'élection fédérale de mai 2025 pour avoir affirmé son indépendance face à Donald Trump et s'être appuyé sur ses origines modestes pour montrer qu'il comprend leur vie. Avant tout, ces électeurs valorisent l'authenticité : des élus qui sont vrais, fidèles à leurs convictions, qu'on les partage ou non. Ce que confirment les victoires de plusieurs démocrates dans des États qui ont par ailleurs voté Trump : ils étaient perçus comme défenseurs de leurs territoires avant d'être hommes de parti. Kristen McDonald Rivet, dans le Michigan, a porté une plateforme pragmatique de solutions concrètes pour ses administrés, en s'adressant à eux directement dans ses spots. Jared Golden, élu dans le Maine, a diffusé une vidéo où il embarquait des habitants du Maine sur un bateau vers Washington, image forte de sa promesse d'être l'un d'eux, portant leurs préoccupations au Congrès plutôt que d'en être le prisonnier. Le fil rouge de toutes ces campagnes victorieuses du centre gauche : une politique du peuple pour le peuple, avec des élus qui placent leurs concitoyens avant les calculs partisans.

## **Une nouvelle économie politique au service des classes populaires et moyennes**

Les campagnes de centre gauche réussies livrent déjà une feuille de route aux stratégies : concentrez-vous sur les électeurs aux revenus faibles ou moyens dans les territoires décisifs ; misez sur des candidats authentiques, enracinés dans leur territoire ; donnez la priorité aux solutions concrètes aux problèmes du quotidien, en refusant une politique identitaire qui rétrécit le camp plutôt qu'elle ne l'élargit. Mais se détourner de l'identitarisme ne constitue pas en soi une politique de substitution. Pour forger des majorités populaires durables dans les décennies qui viennent, un cadre moderne fondé sur la classe est le bon point de départ, car il s'enracine dans la réalité matérielle qui structure nos sociétés ; il doit cependant être irrigué d'idées cohérentes et percutantes, en prise avec les aspirations populaires, et traçant un cap, plus juste, plus humain, plus durable, dans un monde qui se transforme à vive allure.

Pour y parvenir, le centre gauche doit clarifier sa vision des sources de la prospérité future et la manière dont sa politique y contribuera. Pendant des décennies, la mission de la social-démocratie a été de redistribuer équitablement les fruits du capitalisme pour financer la protection sociale et les services collectifs que le marché, livré à lui-même, n'aurait pas produits. Dans une ère de faible

croissance persistante, avec des économies au bord de la récession sous la menace de conflits militaires et de séismes commerciaux, il ne suffit plus aux sociaux-démocrates de réfléchir à la répartition des dividendes de la croissance. Le centre gauche doit forger sa propre théorie et sa propre pratique de la création de richesses, pour que cette richesse profite véritablement à la masse des travailleurs et des territoires. Les inégalités extrêmes méritent un examen sérieux, d'autant que l'essor de l'intelligence artificielle concentre encore davantage les richesses. Mais l'obsession de taxer les plus riches, devenue une marotte de la gauche dans le monde entier, ne dit pas comment rendre nos sociétés dans leur ensemble plus prospères. Nos pays font face à une concurrence irréversible pour leurs sources traditionnelles de richesse, à des accords commerciaux bouleversés, à des déficits publics abyssaux et à des exigences croissantes, de la défense au vieillissement d'une population dont les compétences ne collent pas aux besoins économiques futurs. La fiscalité seule ne sortira pas nos pays de là. Il faut une nouvelle économie politique qui permette aux classes populaires et moyennes de prospérer, de saisir les opportunités et de vivre dans des conditions abordables.

Garantir la prospérité économique de nos peuples doit donc être le moteur de la politique progressiste. Les questions d'identité ne sont pas pour autant un appendice : elles sont liées, de façon intime, à nos perspectives économiques. À mesure que la mondialisation a érodé nos frontières nationales, par l'interdépendance des marchés financiers ou par les flux migratoires, elle a simultanément érodé nos identités nationales de citoyens d'États-nations cohérents. Cette ouverture a apporté des avantages réels : la prospérité du commerce ouvert, des prix historiquement bas, les apports culturels et économiques de l'immigration. Mais l'entité qui nous protège, à savoir appartenir à un État-nation démocratique et en paix, a été dévalorisée dans ce mouvement d'intégration. Dans un monde où les menaces contre la paix et la démocratie sont plus visibles que jamais, des opérations clandestines contre nos infrastructures numériques aux hostilités militaires déclarées, la solidité de l'État-nation redevient cruciale. L'Europe reconstitue et modernise à marche forcée ses capacités de défense pour faire face à la menace extérieure et au désengagement américain. Les États-nations doivent également repenser leur souveraineté intérieure à la lumière de la nouvelle donne géopolitique.

C'est la sénatrice démocrate Elissa Slotkin qui a articulé cette vision avec le plus de netteté, dans son « Plan de guerre économique<sup>4</sup> » : sécuriser les approvisionnements stratégiques, créer des emplois, adapter l'économie à l'IA, réformer l'éducation et la formation, construire des logements, miser sur toutes les énergies disponibles, remettre la santé sur pied. Cette réaffirmation de l'économie nationale n'exclut ni la coopération avec les alliés ni le libre-échange avec les nations soucieuses de stabilité. Comme le dit Lars Klingbeil, vice-chancelier et ministre des Finances social-démocrate allemand : « La solution, c'est de devenir plus souverain ; et il faut être clair : la

souveraineté, ce n'est pas le nationalisme<sup>5</sup> ». John Austin, de l'Institut Eisenhower, évoque un « Nouvel ordre mondial des opportunités<sup>6</sup> » pour décrire l'énergie économique que pourraient dégager des liens resserrés entre l'Union européenne et des pays d'Asie, d'Afrique, d'Océanie et des Amériques, qui tissent leurs propres alliances et accords commerciaux. Une approche plus stratégique des États-nations face aux mutations géopolitiques s'impose depuis longtemps ; elle émerge enfin, avec pour ambition de donner aux citoyens une plus grande sécurité économique et aux gouvernements démocratiques davantage de prise sur leur destin.

Un État plus stratège sur la scène internationale va de pair avec un État plus stratège en interne, capable de créer les conditions d'une prospérité économique durable. L'IA est la plus grande opportunité de notre époque pour transformer nos conditions de travail et de vie, avec un potentiel considérable d'amélioration des salaires par les gains de productivité. Faute d'une attitude résolument active et anticipatrice des citoyens et des gouvernements, les bénéfices risquent cependant de s'évaporer vers le haut, tandis que les risques pèsent sur l'emploi en particulier. Le centre gauche a là une opportunité historique d'être la force qui place citoyens et gouvernements aux commandes, en travaillant avec les entreprises et les acteurs technologiques pour que la prochaine vague de transformations profite au plus grand nombre. Réformer l'éducation pour qu'elle dote nos concitoyens des compétences d'adaptation nécessaires dans l'économie de demain doit être une priorité absolue du centre gauche. Les échelons régionaux et locaux sont souvent mieux placés que les gouvernements nationaux pour rendre leurs territoires attractifs, comme en témoignent des élus pionniers tels qu'Andy Burnham à Greater Manchester ou Jared Polis au Colorado, qui développent activement leurs économies régionales, leurs systèmes de santé et d'éducation.

## **Des citoyens souverains dans des nations souveraines**

Renouveler l'idée de la nation moderne n'offre pas seulement au centre gauche un socle pour peser dans un monde qui bouge ; bien mené, ce renouveau peut fonder une identité commune sur ce que nous partageons, notre nation démocratique et ses valeurs, plutôt que sur des identités de fracture. Un cadre de classe ancre notre politique dans la communauté de condition matérielle, non dans la caractéristique individuelle. C'est notre communauté, et non l'individu seul, qui produit à la fois sécurité et opportunité ; c'est elle que nous devons défendre comme l'instrument pour dépasser les politiques identitaires, à gauche comme à droite. Nos sociétés risquent de se déchirer de l'intérieur : le relâchement du sentiment national a ouvert la voie à des tendances mondialistes et individualistes qui se sont révélées incapables de substituer aux liens essentiels, famille et communauté, autre chose que du vide.

L'expérience des sociaux-démocrates danois est, à cet égard, riche d'enseignements. En réaffirmant une identité nationale partagée, fondée sur les droits et les responsabilités que confère l'appartenance à la nation, ils ont engagé une refonte de leur approche de la citoyenneté et de l'immigration. L'immigration est, au fond, le désir d'échapper à un pays et l'élan vers une vie nouvelle ailleurs. Ce désir est humain, immuable, qu'il soit né de la détresse, guerre ou persécution, ou de l'aspiration à une vie meilleure. Les sociétés humaines ont prouvé, au fil des siècles, leur capacité à intégrer des populations venues d'ailleurs : c'est dans leur nature. Face aux déplacements accélérés liés aux chocs économiques, géopolitiques ou climatiques, les gouvernements nationaux doivent cependant prouver qu'ils maîtrisent les flux migratoires pour en permettre une intégration sociale et économique réussie. Comme le défend Lawen Redar, députée du Parti social-démocrate suédois, dans le recueil « Troisième gauche » de la Fondation Jean-Jaurès<sup>7</sup>, le brassage social et culturel est vital dans chaque partie du territoire ; cela implique que l'apprentissage de la langue et l'adhésion aux valeurs démocratiques, l'égalité entre les femmes et les hommes, la liberté de conscience et de culte, la liberté d'expression, l'emportent lorsqu'elles se heurtent à des idéologies conservatrices ou religieuses. « Les individus ont droit à leur religion, à célébrer leurs traditions. Mais il existe des principes démocratiques fondamentaux, non négociables, qui nous unissent », explique Redar. Mon collègue du PPI Rick Kahlenberg mène ainsi un projet sur l'identité américaine pour identifier les idées et les valeurs qui cimentent les Américains dans un pays de plus en plus polarisé, et explorer comment l'école publique peut transmettre une identité américaine commune, nourrissant un patriotisme réfléchi et adapté au monde d'aujourd'hui.

Tandis que nous affrontons la montée du populisme national de droite, sous des formes différentes selon les pays, nous ne devons pas perdre de vue que le grand public n'a pas tort de vouloir du changement. Le *statu quo* est intenable. Les citoyens méritent de vivre dans des pays sûrs et confiants, offrant une vie décente et la possibilité de faire mieux que la génération précédente. L'humanité dispose aujourd'hui d'outils extraordinaires, avancées technologiques, progrès éducatifs, conquêtes sociales, et c'est le centre gauche qui a été, historiquement, la force grâce à laquelle ces avancées ont profité au plus grand nombre. Nous sommes du côté du progrès humain. À nous de l'incarner à nouveau en remettant nos peuples et nos nations aux commandes du changement.

---

## The « Third Left »: Sovereign Citizens

Every day brings fresh evidence that the old order is faltering: another violation of the international rules and norms that have governed the globalized world for half a century, or another leap forward in artificial intelligence with no regard for the safety of citizens. Life in the mid-2020s feels like an accelerating collapse. In English, we might say we are walking on black ice: that invisible glaze that forms on roads, knocks you off your feet without warning, and against which brakes are useless.

We are living through one of the great transformations of our societies, and the left, by and large, has missed the moment. Unable to seize the tipping point and steer change toward a more just, more humane, more sustainable order, it watches the right dominate on both sides of the Atlantic, despite a few notable center-left electoral victories. Victories that are often narrow, scraped together with thin vote shares or built on makeshift coalitions, governing against the current while absorbing the domestic fallout of global shocks. Every center-left win matters: it puts in office a government committed to equity and progress, hostile to the extremism of national populists. Closer coordination among center-left parties worldwide does, moreover, yield tangible electoral results. But these victories remain too often marginal, built more on mobilization against the opponent than for a project, which does not create lasting support. Beyond tactical successes, the center-left lacks a program capable of beating nationalist populists for good. It is in this void that the politics of the « third left » can take shape: finally saying what the center-left is and who it fights for, rather than defining itself in opposition.

The post-identity « third left » that is emerging decisively turns the page on the identity politics that has plagued part of the left, and that the right now exploits to sow social and cultural discord. As Renaud Large explains in the inaugural essay of the « Third Left » series<sup>8</sup>, this identity politics has not provided the left with the intellectual framework needed to adapt to the world's great transformations; it has drawn the left away from class-based politics, which were the engine of collective movements for greater equality. Blind to class, identity politics has not forged the solidarity necessary for winning coalitions; it has even severed ties with working-class communities, which are nonetheless indispensable to any durable electoral base. Advances in the rights of women, racial minorities, and LGBT+ people would never have happened if the debate had been confined to campuses. Seeking common interests at the intersection of class and identity remains today a *sine qua non* for greater social equality and for restoring the left as a decisive political force.

## A Contemporary Social Class Framework for Left-Wing Politics

A return to a class-based framework is necessary, both morally and electorally. The left was born to represent the industrial working class of its era, bound together with reformist intellectuals from the middle classes, who together changed the course of the twentieth century. Just as they had built a politics equal to the economic transformations of their time, Renaud Large is right to highlight the failure of today's left to update its intellectual framework in the face of contemporary upheavals: technological acceleration, demographic disruption, stagnating living standards, and social fragmentation. After the 2008 financial crisis, which precipitated a relative decline in living standards and narrowed the economic prospects of the ordinary worker, the left failed to produce a convincing philosophy to succeed the « Third Way » of social democracy in the 1990s and 2000s. It has become a mere manager of increasingly unfavorable circumstances, facing growing demands that spill beyond the boundaries of nation-states. The path forward must therefore begin from social class, since it is class that gives the left its coherence; but what is needed is a contemporary understanding of class, as it exists today and as it will be reshaped by the AI revolution, not a nostalgic vision of the worker of the past. The post-identity left must furthermore move beyond simply rejecting identity politics and articulate what it stands for and who it exists to serve.

Understanding class dynamics as our economies have reshaped them is the starting point. The decline of the manufacturing sector in Western countries has sharply reduced the numerical strength of the factory working class, but in every economy there is a substantial group of workers whose jobs, while bearing little resemblance to the traditional archetype, fulfill an analogous social and economic function. In the United Kingdom, I described this group in my 2018 book as the « new working class »<sup>9</sup>: lower and middle-income employees in the service sector who, together with the traditional working class, form a considerable electorate that has become the decisive battleground for all parties. Without a shared cultural identity, they nonetheless live through similar economic experiences that can underpin a modern class-based political framework. Social dynamics vary from country to country and from region to region, but the conclusion is broadly applicable: today's lower and middle-income workers share a common economic experience that the center-left must grasp if it is to build a politics grounded in the present.

The experiences, aspirations, and perspectives of this modern working class constitute essential material for center-left parties. Over the past year, I have met voters in the United Kingdom, the United States, Australia, and Germany, while new research is getting underway in France, as part of a program at Washington's Progressive Policy Institute focused on center-left renewal. What my colleague Deborah Mattinson and I heard over and over again is a sense of suffocation among many

lower and middle-income voters, a feeling that spreads beyond the poorest to reach those in the middle, neither poor nor wealthy, caught between the two. They describe feeling ignored and forgotten by mainstream politics, tired of politicians who have broken their promises. They long for a change from a status quo that does not reward their efforts, and are open to alternatives, desperately searching for a way out. Many had come to doubt not just parties or politicians, but the very capacity of the state to deliver anything to them at all. For a large number, the apparent inability to manage immigration fairly seemed to encapsulate the helplessness of governments.

Their expectations were hardly excessive: to improve their lives through work, to earn a decent wage, to live safely in their neighborhoods, to access public services worthy of the name. They prefer policies that create economic opportunity, well-paying jobs and skills development, over increased redistribution, and are increasingly skeptical that their taxes are being well spent. The cultural obsessions of identity politics leave them cold; what concerns them is the rising cost of living and the difficulty of saving for the future. The insecurity of daily life, compounded by the apparent inability of governments to address it, is pushing a growing number of voters toward the extremes. Many had voted for the center-left in the past, but now view these parties as out of touch with them; without gravitating toward extremism, the absence of a coherent center-left offer is gradually driving them away.

The voters I met respond to leaders who project strength by standing up for their country and for people like them, not an authoritarian or masculine strength, but a quiet strength, like that of Australian Prime Minister Anthony Albanese, praised by “swing voters” surveyed after the federal election of May 2025 for asserting his independence from Trump and drawing on his modest background to show that he understands their lives. Above all, these voters value authenticity: elected officials who are genuine, true to their convictions, whether one shares them or not. This is borne out by the victories of several Democrats in states that otherwise voted for Trump: they were seen as defenders of their communities before being party figures. Kristen McDonald Rivet, in Michigan, ran a pragmatic platform of concrete solutions for her constituents, addressing them directly in her campaign ads. Jared Golden, elected in Maine, released a video in which he took residents of Maine on a boat to Washington, a powerful image of his promise to be one of them, carrying their concerns to Congress rather than becoming its prisoner. The common thread running through all these successful center-left campaigns: a politics of the people for the people, with elected officials who put their fellow citizens before partisan calculations.

## **A New Political Economy in the Service of Working and Middle Classes**

Successful center-left campaigns already offer strategists a roadmap: focus on lower and middle-

income voters in decisive territories; rely on authentic candidates with deep roots in their communities; prioritize concrete solutions to everyday problems, rejecting identity politics that narrows the coalition rather than broadening it. But turning away from identitarianism is not in itself an alternative policy. To forge durable popular majorities in the decades ahead, a modern class-based framework is the right starting point, for it is grounded in the material reality that structures our societies; it must, however, be nourished by coherent and compelling ideas, responsive to popular aspirations, and charting a course, more just, more humane, more sustainable, in a world transforming at speed.

To achieve this, the center-left must clarify its vision of the sources of future prosperity and how its policies will contribute to it. For decades, the mission of social democracy has been to redistribute the fruits of capitalism equitably in order to fund the social protection and collective services that the market, left to itself, would not have produced. In an era of persistently weak growth, with economies on the edge of recession under the threat of military conflicts and trade upheavals, it is no longer enough for social democrats to think about how to share the dividends of growth. The center-left must forge its own theory and its own practice of wealth creation, so that this wealth genuinely benefits the mass of workers and communities. Extreme inequality deserves serious scrutiny, especially as the rise of AI concentrates wealth still further. But the obsession with taxing the wealthy, which has become a fixture of the left around the world, does not explain how to make our societies as a whole more prosperous. Our countries face irreversible competition for their traditional sources of wealth, upended trade agreements, abyssal public deficits, and mounting demands, from defense to the aging of a population whose skills do not match the economic needs of the future. Taxation alone will not get our countries out of this situation. What is needed is a new political economy that allows working and middle classes to prosper, seize opportunities, and live in affordable conditions.

Securing the economic prosperity of our peoples must therefore be the engine of progressive politics. Questions of identity are not, for all that, an appendage: they are intimately connected to our economic prospects. As globalization eroded our national borders, through the interdependence of financial markets and through migration flows, it simultaneously eroded our national identities as citizens of coherent nation-states. This opening brought real benefits: the prosperity of open trade, historically low prices, and the cultural and economic contributions of immigration. But the entity that protects us, belonging to a democratic nation-state at peace, was devalued in this process of integration. In a world where threats to peace and democracy are more visible than ever, from covert operations against our digital infrastructure to open military hostilities, the solidity of the nation-state is once again crucial. Europe is reconstituting and modernizing its defense capabilities at a rapid pace to meet the external threat and American

disengagement. Nation-states must also rethink their domestic sovereignty in the light of the new geopolitical reality.

It is Democratic Senator Elissa Slotkin who has articulated this vision most clearly, in her « Economic War Plan »<sup>10</sup>: securing strategic supply chains, creating jobs, adapting the economy to AI, reforming education and training, building housing, betting on all available energy sources, and fixing healthcare. This reaffirmation of the national economy excludes neither cooperation with allies nor free trade with nations committed to stability. As Lars Klingbeil, German Social Democrat Vice Chancellor and Finance Minister, puts it: « The solution is to become more sovereign; and we need to be clear: sovereignty is not nationalism »<sup>11</sup>. John Austin, of the Eisenhower Institute, speaks of a « New World Order of Opportunity »<sup>12</sup> to describe the economic energy that could be unleashed by closer ties between the European Union and countries in Asia, Africa, Oceania, and the Americas, which are forging their own alliances and trade agreements. A more strategic approach by nation-states to geopolitical change has been overdue for a long time; it is finally emerging, with the ambition of giving citizens greater economic security and democratic governments more control over their own destiny.

A more strategic state on the international stage goes hand in hand with a more strategic state at home, capable of creating the conditions for lasting economic prosperity. AI is the greatest opportunity of our era to transform our working and living conditions, with considerable potential to improve wages through productivity gains. Without a resolutely active and forward-looking stance by citizens and governments, however, the benefits risk evaporating upward, while the risks weigh most heavily on employment in particular. The center-left has a historic opportunity here to be the force that puts citizens and governments in command, working with businesses and technology actors to ensure that the next wave of transformations benefits the greatest number. Reforming education to equip our fellow citizens with the adaptive skills needed in tomorrow's economy must be an absolute priority for the center-left. Regional and local levels of government are often better placed than national governments to make their territories attractive, as pioneering elected officials such as Andy Burnham in Greater Manchester and Jared Polis in Colorado demonstrate, actively developing their regional economies, health systems, and educational institutions.

## **Sovereign Citizens in Sovereign Nations**

Renewing the idea of the modern nation offers the center-left not only a foundation from which to matter in a changing world; done well, this renewal can build a common identity on what we share, our democratic nation and its values, rather than on identities of division. A class framework

anchors our politics in a community of shared material circumstances, not in individual characteristics. It is our community, and not the individual alone, that produces both security and opportunity; it is the community that we must defend as the instrument for moving beyond identity politics, on both left and right. Our societies risk tearing themselves apart from within: the loosening of national sentiment has opened the door to globalist and individualist tendencies that have proven incapable of substituting anything but emptiness for essential bonds, family and community alike.

The experience of Danish social democrats is, in this regard, deeply instructive. By reaffirming a shared national identity, grounded in the rights and responsibilities that come with belonging to the nation, they have undertaken a wholesale rethinking of their approach to citizenship and immigration. Immigration is, at its core, the desire to leave one country and the drive toward a new life somewhere else. This desire is human and unchanging, whether born of distress, war or persecution, or of the aspiration for a better life. Human societies have proven, over the centuries, their capacity to integrate peoples from elsewhere: it is in their nature. Faced with accelerating displacement driven by economic, geopolitical, or climate shocks, however, national governments must demonstrate that they can manage migration flows in order to enable successful social and economic integration. As Lawen Redar, a member of parliament for the Swedish Social Democratic Party, argues in the Jean Jaurès Foundation's « Third Left » collection<sup>13</sup>, social and cultural mixing is vital in every part of the territory; this implies that the learning of the language and adherence to democratic values, equality between women and men, freedom of conscience and worship, freedom of expression, must prevail when they come into conflict with conservative or religious ideologies. « Individuals have the right to their religion, to celebrate their traditions. But there are fundamental democratic principles, non-negotiable, that unite us, » Redar explains. My PPI colleague Rick Kahlenberg is leading a project on American identity to identify the ideas and values that bind Americans together in an increasingly polarized country, and to explore how public schools can transmit a common American identity, nurturing a thoughtful patriotism suited to today's world.

As we confront the rise of right-wing national populism, in different forms from country to country, we must not lose sight of the fact that the general public is not wrong to want change. The status quo is untenable. Citizens deserve to live in safe and confident countries, offering a decent life and the possibility of doing better than the previous generation. Humanity today has extraordinary tools at its disposal, technological advances, educational progress, social achievements, and it is the center-left that has historically been the force through which these advances have benefited the greatest number. We are on the side of human progress. It is up to us to embody it once more, by putting our peoples and our nations back in command of change.

1. Elle a été directrice exécutive du Parti travailliste et de Keir Starmer dans l'opposition (2020-2022).
2. Renaud Large (coord.), *La « troisième gauche »*. Enquête sur le tournant post-sociétal de la gauche européenne, [Fondation Jean-Jaurès](#), 26 juin 2025.
3. Claire Ainsley, *The New Working Class: How to Win Hearts, Minds and Votes* (« La nouvelle classe ouvrière : comment gagner les cœurs, les esprits et les voix »), Bristol, Policy Press, 2018.
4. Elissa Slotkin, *An Economic War Plan for the American Middle Class* (« Un plan de guerre économique pour la classe moyenne américaine »), Michigan, 27 juin 2025.
5. Lars Klingbeil, « I want to reform our country because a strong Germany is a strong Europe », [The Guardian](#), 17 avril 2026.
6. John Austin, « The global order China does not want us to build », [Barron's](#), 16 octobre 2025.
7. Renaud Large (coord.), *op. cit.*
8. Renaud Large (coord.), *La « troisième gauche »*. Enquête sur le tournant post-sociétal de la gauche européenne, [Fondation Jean-Jaurès](#), 26 juin 2025.
9. Claire Ainsley, *The New Working Class: How to Win Hearts, Minds and Votes*, Bristol, Policy Press, 2018.
10. Senator Elissa Slotkin, *An Economic War Plan for the American Middle Class*, Michigan, 27 June 2025.
11. Lars Klingbeil, « I want to reform our country because a strong Germany is a strong Europe », [The Guardian](#), 17 April 2026.
12. « The global order China does not want us to build », John Austin, [Barron's](#), 16 October 2025.
13. Renaud Large (coord.), *op. cit.*